

28 novembre 2018

Ne touchez pas à la loi de 1905 !

Pour garantir à tous la liberté de conscience -- donc la liberté des cultes et la séparation des églises et de l'État, la loi de 1905 a posé 2 principes qui s'imposent à la République et à tous les niveaux de l'administration publique :

***La non-reconnaissance des cultes
Le non-financement des religions***

Or, le projet qu'Emmanuel Macron a annoncé remet précisément en cause ces deux principes essentiels. Grâce à une fiscalité dérogatoire, un financement public déguisé des cultes serait mis en place. De plus un label gouvernemental serait donné à certains cultes reconnus, qui pourraient ainsi bénéficier d'aides financières et matérielles.

Pour tromper l'opinion, la communication de l'Élysée prétend maintenir intacts les deux premiers articles de la loi. Mais, « en même temps » ils seraient vidés de leur contenu : ***un changement radical !***

Nous, nous voulons rester des citoyens libres !

Dans l'actuelle République française, grâce à l'héritage des combats pour sortir des sujétions imposées et pour devenir des citoyens égaux et libres, il n'y a ni parti officiel, ni syndicat contrôlé par l'État, ni religion officielle. Et nous pouvons aussi pétitionner, manifester, nous associer librement. Cet héritage n'est pas le lot commun de tous les pays dans le monde, ni même de tous les états en Europe.

C'est une loi de liberté que nous défendons. Elle ne doit pas se transformer en loi de contrôle social. Demain les bonnes églises ? Ensuite les bonnes doctrines ? Les bons partis ?

**Réunion publique
de défense de la loi de 1905**

Samedi 8 décembre 2018 à 14h30

**Centre socioculturel de CLERMONT
59 rue Wenceslas Coutellier**

Les associations et organisations laïques exposeront leur combat, relateront leurs démarches (***une demande d'entrevue a été faite au Préfet de l'Oise***) et deux intervenants sont prévus pour présenter la loi de 1905 dans toute sa dimension :

Alain Bondeelle, du groupe de travail "laïcité" de la *LIGUE DES DROITS DE L'HOMME*

Jean-Marc Schiappa, historien, président de *L'INSTITUT DE RECHERCHES ET D'ÉTUDES DE LA LIBRE PENSÉE*

Au moment d'imprimer cet appel nous recevons un message de soutien de syndicats enseignants de l'Unsa-Oise et d'autre part nous lisons un communiqué de l'Union départementale Force ouvrière de l'Oise à tous ses adhérents allant dans le même sens.